

L'individualisation des problèmes collectifs : une dépolitisation politiquement située

La dépolitisation du débat public se manifeste bien souvent par le succès des visions qui individualisent les problèmes, au détriment de celles les socialisant. Tandis que les secondes insistent sur les causes collectives des maux de la société, les premières les imputent prioritairement aux comportements individuels. La valorisation de ces interprétations « asociales » du monde social entraîne un rétrécissement du débat d'idées. Le spectre des possibles ne se présente en effet plus dans les termes politiques du « modèle de société » mais est confiné à des registres moraux. Les solutions envisagées reposent alors sur des prescriptions normatives présentées comme indiscutables, ce qui n'est pas sans fragiliser le processus délibératif.

La première partie de cet article montre de quelles manières certains experts et statisticiens d'État concourent à l'individualisation des définitions dominantes des dysfonctionnements sociaux. Ces agents – dont Gusfield a souligné l'influence sur la construction publique des problèmes¹ – rendent notamment possibles, en négligeant le contexte social des situations problématiques, des mesures

JEAN-BAPTISTE COMBY
Institut Français de Presse, Université Paris 2 et chercheur en sociologie des médias au Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias

politiques directement adressées à un individu générique. La seconde partie explique ensuite comment les journalistes participent également à la responsabilisation de tous en délaissant les causes des problèmes pour, sur le mode du « fait divers », privilégier le traitement de leurs conséquences (accidents, catastrophes, crises ou bouleversements).

Il apparaît ainsi que les agents des champs politique et médiatique – deux espaces sociaux contraints par le souci de satisfaire le plus grand nombre – fabriquent conjointement une représentation qui universalise les enjeux en entretenant l'idée qu'ils concerneraient tout un chacun de façon équivalente. Drapée des vertus de la neutralité sociale, la tendance à l'individualisation des problèmes profite pourtant à certains intérêts plus qu'à d'autres. Elle contribue en effet à la préservation de l'ordre établi et, ce faisant, conforte ceux qui le dominent déjà. Socialement orientée, la dépolitisation des questions de société n'est donc

1. Gusfield Joseph, *The Culture of Public Problems. Drinking Driving and the Symbolic Order*, Chicago, The University of Chicago Press, 1981.

pas apolitique comme l'indique l'analyse de la configuration sociale au principe de la valorisation publique, depuis le début des années 2000, du problème climatique en particulier et des questions environnementales en général².

Des conditions défavorables à la considération des causes sociales

Lorsqu'en 1991 Pierre Bourdieu se demande si « *un certain type de théories libérales, qui refleurissent aujourd'hui, mais contre lesquelles toute [la] philosophie du Welfare State s'est développée, n'a pas pour fonction collective de mettre en position de blâmer les victimes* »³, il rappelle non seulement l'ancrage idéologique des visions qui dédouanent l'organisation des sociétés, mais il souligne également que la construction plus ou moins socialisée des problèmes publics dépend de la place des sciences sociales dans l'offre intellectuelle. Ces dernières ont en effet « *partie liée avec la socialisation des risques, avec le social, avec le public.* »⁴

Des « sciences » pas si sociales

Lorsqu'ils définissent les enjeux dont ils se saisissent, les agents de l'État coopèrent avec des ingénieurs « sociaux » issus de domaines tels que la communication, les études d'opinion, la psychologie,

l'accidentologie ou la criminologie. Ils s'appuient sur leurs diagnostics pour hiérarchiser les causes des problèmes et justifier les politiques publiques déployées. Dans la mesure où ces experts se revendiquent souvent des sciences sociales, on pourrait donc s'attendre à ce qu'ils favorisent la socialisation des nuisances et des souffrances. Pourtant, les politiques préventives, incitatives ou coercitives, c'est-à-dire centrées sur les individus, prolifèrent depuis une quinzaine d'années, comme si les *social scientists* participaient désormais à l'individualisation des manières légitimes d'appréhender les phénomènes sociaux.

Les artisans de l'action publique privilégient en fait les experts dont les préceptes négligent les dynamiques et la stratification sociales. Sur le terrain écologique, les verdicts homogénéisants des spécialistes de l'opinion et les « théories » décontextualisées des psychosociologues organiques constituent le socle cognitif à partir duquel les agents de l'État consacrent des mesures incitatives qui, telles le crédit d'impôt ou le prêt à taux zéro, présupposent que les individus se comportent rationnellement en situation d'information pure et parfaite. À l'inverse, les raisonnements attentifs aux reliefs du social sont disqualifiés comme le constate par exemple la sociologue de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) qui, lors d'un entretien, nous explique qu'aux yeux de ses supérieurs : « *Moi je pose plus de problèmes que je n'apporte de solutions* ». Dans un contexte où les administrations publiques sont mises en concurrence et priées d'être toujours plus rentables à court terme, prêter attention aux déterminations sociales des situations problématiques représente un coût qu'elles ne peuvent plus honorer.

2. Pour une démarche similaire, voir : Matthieu Grossetête, *Accidents de la route et inégalités sociales. Les morts, les médias et l'État*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012 et *La médiatisation des handicap(é)s en France. L'exemple des programmes des chaînes de télévision*, Rapport de Recherche, 2012, ainsi que Jean-Baptiste Comby et Matthieu Grossetête, « "Se montrer prévoyant". Une norme sociale diversement appropriée », *Sociologie*, 3(3), 2012, p. 251-266.

3. Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Raisons d'Agir et Le Seuil, 2012, p. 572.

4. *Ibidem*, p.573.

L'indifférence statistique à la répartition sociale des problèmes

Cet état de la concurrence entre les experts officiels du monde social explique en grande partie pourquoi la formalisation statistique des problèmes valorise les représentations indifférenciées de la société. Alors que les restrictions budgétaires accentuent la démonétisation des indicateurs sociaux⁵, les statisticiens officiels, incités à préférer l'évaluation à l'explication, se préoccupent peu de la distribution sociale des faits quantifiés et obscurcissent de la sorte leurs dimensions collectives.

Il peut paraître étonnant que les agents de l'État ne cherchent pas vraiment à en savoir davantage sur les déterminations sociales des agissements individuels qu'ils ne cessent d'incriminer. Mais en matière de réduction du volume d'émissions de gaz à effet de serre (GES) par exemple, cela les conduirait à constater que la propension à détruire les écosystèmes naturels augmente avec le capital économique et ce de telle sorte que la bonne volonté écologique régulièrement affichée par les plus fortunés ne vient pas compenser le coût environnemental de leur style de vie⁶. Or l'usage que les hauts fonctionnaires peuvent finalement faire

de ces données s'annonce très restreint dans la mesure où non seulement elles soulignent les limites de leurs dispositifs incitatifs, mais aussi parce qu'elles questionnent frontalement le pilier consumériste de l'ordre dominant.

Le traitement des problèmes par la statistique d'État devient ainsi un moment propice au gel de leur explication par le social, si bien qu'il n'est tout simplement plus possible d'apprécier ce qu'ils doivent à l'organisation concurrentielle des sociétés capitalistes avancées.

L'exit des entrepreneurs de politisation

Cette occultation des questionnements macrosociaux renvoie à un mouvement plus général d'*exit* des agents portant des interprétations politiques des enjeux. Contestant la subordination des lieux habituels du débat public aux logiques commerciales, ces entrepreneurs de politisation finissent bien souvent par s'en détourner pour rejoindre des espaces de discussion gouvernés par des principes de classement différents⁷. En d'autres termes, le toilettage idéologique des arènes publiques conventionnelles s'accompagne d'un déplacement de la critique sociale.

En se « délocalisant » de la sorte, les entrepreneurs de politisation réagissent également à l'extension des visions dépolitisantes. Ces dernières gagnent en effet une fraction non négligeable de « militants », notamment écologistes⁸.

5. Frédéric Lebaron, « Les indicateurs sociaux et le débat public après le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi. Chronique d'une occasion manquée », *Savoir/agir*, n° 21, 2012.

6. Il faut attendre 2007 pour que deux études, passées relativement inaperçues, étayent cette corrélation qui est, depuis 2010, précisée par d'autres productions statistiques dont : François Lenglard, Christophe Lesieur, Jean-Louis Pasquier, « Les émissions de CO₂ du circuit économique en France », in INSEE, *L'économie française – Comptes et dossiers – Insee Références – Édition 2010*, p.102 ou Prabodh Pourouchottamin, Carine Barbier, Lucas Chancel, Michel Colombier, « Nouvelles représentations des consommations d'énergie », *Cahiers du CLIP*, n° 22, avril 2013.

7. Il s'agit par exemple des « médias de la critique » où s'exprime notamment la « critique des médias ». Sur ces « mobilisations informationnelles », voir : Dominique Cardon et Fabien Granjon, *Médiactivistes*, Paris, Presses de SciencesPo, 2010.

8. Yves Dezalay, « De la défense de l'environnement au développement durable. L'émergence d'un champ d'expertise des politiques européennes », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*,

Historiquement attachés aux démarches pédagogiques, ceux-ci estiment qu'en changeant les individus ils changeront la société et abandonnent progressivement l'ambition d'agir sur les structures collectives. Des militants intégrés aux activistes les plus radicaux, se dessine donc un ensemble social hétérogène au sein duquel s'entrechoquent des offres politiques alternatives plus ou moins hétérodoxes.

Dans ce contexte, les argumentaires mobilisant des analyses structurelles afin d'étayer des projets de transformation sociale apparaissent parmi les plus subversifs. Entretien des relations ambivalentes avec les mouvements sociaux traditionnels, ces entreprises politiques fournissent au sociologue un appui pour faire un pas de côté et apercevoir l'orientation idéologique du débat public conventionnel.

Les courroies médiatiques de l'individualisation

Ce lissage politique est encouragé par le champ journalistique dont les logiques dominantes profitent également aux cadrages œcuméniques des enjeux. Depuis plus de vingt ans, la précarisation continue des métiers de l'information et l'intensification de la course à l'audience – qui semble atteindre un nouveau stade au sein des médias *online* avec les *chartbeat*, logiciels d'analyse statistique en temps réel du web – favorisent les journalistes privilégiant l'illustration des problèmes à l'explication de leurs causes. La produc-

tion des *news* consiste aujourd'hui plus à raconter des histoires qu'à décoder l'histoire en train de se faire.

Des journalistes moins spécialisés et plus homogènes socialement

Il s'ensuit que les journalistes spécialisés, dont le travail consiste (bien plus que pour leurs confrères généralistes) à suivre finement l'évolution des connaissances ou des politiques dans un domaine précis pour mettre en perspective tant les arguments de leurs sources que l'information qu'ils produisent, possèdent des qualités qui ne correspondent plus aux exigences contemporaines de l'activité journalistique. Les compétences requises relèvent désormais de la simplification, de l'esthétisation ou de la narration devant « concerner » une audience hétérogène. Autant de savoir-faire qui n'exigent pas une spécialisation mais qui peuvent à l'inverse se décliner sur une grande diversité de thèmes.

Les écoles de journalisme, devenues un point de passage obligé pour accéder aux rédactions les plus réputées, accentuent ce processus de déspecialisation. Les aspirants journalistes y acquièrent des techniques ainsi que des grilles de lecture plus généralisables mais aussi moins diversifiées que lorsqu'ils venaient d'horizons variés (formation universitaire ou apprentissage sur le terrain par exemple). Cette relative uniformisation des manières de produire l'information est de surcroît redoublée par l'homogénéisation sociale du personnel journalistique, l'allongement et la sélection accrue des formations au journalisme bénéficiant d'abord aux étudiants issus des régions hautes de l'espace social⁹.

2007, n°166-167. Sylvie Ollitrault, *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, PUR, 2008 ; Carole Waldvogel, *Imposer l'environnement. Le travail révélateur des associations alsaciennes (1965-2005)*, Strasbourg, PUS, 2011 ; Sylvain Lefevre, *ONG & Cie, Mobiliser les gens, mobiliser l'argent*, Paris, PUF, 2011.

9. Dominique Marchetti, Géraud Lafarge, « Les portes fermées du journalisme. L'espace social des étudiants des formations "reconnues" »,

Ces modifications ne disposent pas les journalistes à questionner l'ordre des choses. Ceux-ci tendent d'ailleurs à valoriser l'immersion peu réflexive dans l'actualité et acceptent sans sourciller l'accélération des rythmes de production. Comparativement aux journalistes assumant une conception politique de l'information, ils se montrent dès lors plus perméables aux sources officielles dont les récits individualisant sont ajustés à leurs attentes.

Quand les médias soutiennent les politiques centrées sur les individus

Les transformations morphologiques du champ journalistique ne sont pas sans incidences sur ses relations avec les autres univers sociaux. En particulier, les agents de l'État trouvent dans les modes de fonctionnement dominants du journalisme un climat favorable à la désocialisation des enjeux. Faisant valoir la dimension civique de leur métier, les journalistes généralistes adhèrent volontiers à l'idée selon laquelle les individus doivent être informés des conséquences de leurs attitudes. Ils n'hésitent ainsi pas à faire écho aux campagnes de communication gouvernementales dont le volet partenarial, assorti de stratégies événementielles et supporté par des personnalités à fort capital médiatique (Maud Fontenoy ou Nicolas Hulot par exemple), consiste à enrôler une diversité d'acteurs pour soutenir la médiatisation d'actions publiques affichées comme fédératrices. C'est alors la croyance dans l'efficacité supposée des mesures politiques visant la modification des comportements individuels qui sort

grandie de cette participation des médias à l'effort de « sensibilisation » aux risques de tout ordre.

La conjonction de ces logiques administratives et médiatiques renforce par ailleurs la dépréciation des sources militantes pourtant longtemps sollicitées par les journalistes spécialisés pour contrebalancer les points de vue officiels. Si les entrepreneurs de politisation n'ont pas totalement disparu des médias généralistes, ils y sont généralement folklorisés et avec eux les raisonnements qu'ils portent¹⁰.

Comment les journalistes détournent l'attention des causes collectives des problèmes

Comme le montre Matthieu Grossetête au sujet du traitement médiatique de la sécurité routière, les « accidents de la circulation restitués dans les "faits divers" masquent le "fait social" » (au sens où les accidents les plus fréquents statistiquement ne sont pas médiatisés)¹¹. À propos du problème climatique, plus les journalistes couvrent cette actualité, plus ils parlent de ses conséquences au détriment de ses causes¹²; et les rares fois où ces dernières sont évoquées, les journalistes se contentent d'évoquer les « activités humaines », catégorie globalisante qui obscurcit la question des modes de production et de consommation dominants.

Cette dynamique dépolitisante est redoublée par la façon dont les

Actes de la recherche en sciences sociales, n°189, 2011, p. 72-99 ; Christine Leteinturier (dir.), *Les journalistes français et leur environnement : 1990-2012. Le cas de la presse d'information générale et politique*, Éditions Panthéon-Assas, Paris, 2014.

10. Pour un exemple, voir Jean-Baptiste Comby, « Les journalistes, l'écologie et le capitalisme », *Médiacritique(s)*, 2014, n° 10, p.11-14.
11. Matthieu Grossetête, *Accidents de la route et inégalités sociales. Les morts, les médias et l'État*, *op.cit.*, p. 139.
12. Jean-Baptiste Comby, « Quand l'environnement devient médiatique. Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », *Réseaux*, 2009, n° 157-158, p. 159-190.

conséquences du problème sont elles-mêmes médiatisées. Le tableau indique en effet que ce sont bien davantage les impacts des changements climatiques sur l'ordre naturel (altération des océans et glaciers, modification des écosystèmes, événements météorologiques extrêmes) que ceux sur l'ordre social (déstabilisation d'activités économiques ou risques sanitaires par exemple) qui obtiennent les faveurs des journalistes de TF1 et France 2 ainsi que, dans une moindre mesure, du quotidien *Le Monde*.

Le faible intérêt journalistique pour les conséquences sociales du problème climatique

	Conséquences sur les environnements naturels	Conséquences sur les sociétés	Effectifs (reportages et articles diffusés entre 2007 et 2011)
JT de TF1 et France 2	79 %	21 %	258
Le Monde	62 %	38 %	319

Source : HyperBase de l'INA & Europress

des agents acquis à la conservation de l'ordre établi, fait obstacle aux discours qui dépeignent les problèmes comme sociaux. Et ce quand bien même, à l'instar des perturbations environnementales, ils questionnent l'organisation hiérarchique et matérialiste des sociétés capitalistes ainsi que les styles de vie qu'elle sanctionne positivement. Car en matière d'écologie, la dépolitisation des enjeux assure en fait le blanchiment social des dominants dans la mesure où ce sont eux qui, en toute impunité, polluent le plus mais souffrent le moins de la détérioration des écosystèmes naturels. ■

Or si les journalistes jugent important de mettre l'accent sur les bouleversements des équilibres écologiques pour rendre sensible le problème climatique afin que leurs audiences en prennent conscience, se désintéresser des impacts pour l'économie, la santé, l'agriculture, la pisciculture ou l'aménagement du territoire a pour effet d'évincer du pensable certaines dimensions politiques du problème telles que les inégalités sociales face à l'adaptation aux changements de régimes climatiques.

On comprend ainsi comment la croyance généralisée dans les bienfaits de la « sensibilisation » du plus grand nombre aux risques, en favorisant la monopolisation du débat public par